

La Façade Atlantique Africaine Face aux Défis Sécuritaires et Migratoires : Quelle Protection pour les Migrants ?

The African Atlantic Coast in the Face of Security and Migration Challenges: What Protection for Migrants?

Jamila BOUGTIB

Doctorante en droit public à la Faculté des sciences juridiques économiques et sociales El Jadida

Latifa EL CADII

Enseignante chercheuse à la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales

Université Chouaib Doukkali, El-Jadida Laboratoire DROIT-SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES

Résumé

Dans un contexte mondial marqué par l'instabilité, la sécurité et la migration apparaissent comme deux enjeux indissociables. Le Maroc, fort d'une diplomatie proactive portée par les discours royaux, s'impose comme un acteur clé de la stabilité régionale sur la façade atlantique africaine. Son engagement vise à renforcer un cadre plus inclusif pour les migrants, à travers une transition vers leur intégration sociale. En cohérence avec l'Agenda 2063, le Royaume mise sur la jeunesse, la paix et le développement pour réduire les causes profondes de l'instabilité. Cette vision solidaire place les intérêts des citoyens africains au cœur des priorités sécuritaires.

Mots-clés : la façade atlantique africaine, paix, sécurité, migration, intégration et inclusion.

Abstract

In a global context marked by instability, security and migration have become closely intertwined challenges. Morocco, through a proactive diplomacy driven by royal discourse, has positioned itself as a key actor in promoting regional stability along the African Atlantic coast. Its commitment aims to foster a more inclusive framework for migrants, shifting toward their social integration. In line with the African Union's Agenda 2063, Morocco prioritizes youth, peace, and development to address the root causes of instability. This inclusive vision places the interests of African citizens at the core of its security approach.

Keywords: African Atlantic coast, peace, security, migration, integration, inclusion.

Introduction

« Notre souhait est que la façade atlantique devienne un haut lieu de communion humaine, un pôle d'intégration économique, un foyer de rayonnement continental et international »¹

¹ - Instance Centrale de Prévention de la Corruption, OCDE, guide sur l'intégrité dans les marchés publics au Maroc, copyright OCDE 2019, p. 2.

[Guide-integrite-dans-marches-publics-Maroc.pdf \(oecd.org\)](http://www.oecd.org/fr/guides-integrite-dans-marches-publics-Maroc.pdf), consulté le 04/05/2024

La sécurisation de la façade atlantique africaine et la protection des migrants s'imposent comme des enjeux majeurs de notre époque. Cette région, qui s'étend sur plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, occupe une position stratégique en tant que zone de transit pour les migrants aspirant à rejoindre l'Europe. Les défis sécuritaires qui y prévalent sont d'une grande complexité, associant piraterie maritime, criminalité transnationale organisée et trafic de migrants. La régulation de ces flux migratoires revêt une importance cruciale, non seulement pour la sécurité régionale, mais également pour la stabilité économique et politique des États concernés.² Par ailleurs, la vulnérabilité des migrants face aux abus et à l'exploitation rend impératif le renforcement des dispositifs de protection et des mesures sécuritaires³.

La question centrale de cette étude est la suivante : quelles mesures de protection et de sécurité sont mises en place sur la façade atlantique africaine pour protéger les migrants, et dans quelle mesure ces mesures sont-elles efficaces ?

Cette étude repose sur une démarche en deux étapes complémentaires :

1. **Analyse du contexte géopolitique et sécuritaire** : Une exploration approfondie des enjeux liés à la façade atlantique africaine, mettant en lumière les défis sécuritaires, les menaces persistantes, et les dynamiques de coopération régionale et internationale. Une attention particulière sera accordée au rôle stratégique du Maroc, en raison de sa position géopolitique clé et de ses partenariats multidimensionnels avec l'Europe et les pays africains.
2. **Étude des mesures de protection des migrants** : Une évaluation systématique des cadres législatifs, réglementaires et des initiatives existantes pour la protection des migrants, avec un accent sur les politiques mises en œuvre par le Maroc. L'analyse s'intéressera également à l'efficacité des mécanismes de coordination régionale et aux perspectives d'amélioration.

Section 1 : Contexte et enjeux de la sécurité de la façade atlantique africaine

Dans un contexte international marqué par l'accentuation des rivalités géopolitiques, la redéfinition des axes commerciaux maritimes et la multiplication des menaces sécuritaires transnationales, la façade atlantique africaine s'affirme comme un espace stratégique de premier ordre. S'étirant du Maroc jusqu'à l'Angola, cette bande côtière constitue un carrefour géoéconomique incontournable, tant pour les États africains que pour les puissances extracontinentales. Longtemps cantonnée à un rôle secondaire dans les grandes réflexions géostratégiques, elle bénéficie aujourd'hui d'une attention renouvelée, portée par son potentiel économique, ses ressources naturelles abondantes, ses voies maritimes névralgiques et la multiplication des crises sécuritaires qui y prennent racine.

2. - تضح الصفقات العمومية إلى جانب باقي الطلبات العمومية الأخرى حوالي 194 مليار درهم سنوياً في الاقتصاد الوطني ، أي ما يعادل ميزانيات الاستثمار لكل من الدولة و الجماعات المحلية و المقاولات و المؤسسات العمومية، وهو ما يمثل 17,4 % من الناتج المحلي الإجمالي لسنة 2018. رجع موقع اللجنة الوطنية لمناخ الأعمال . www.cnea.ma أطلع عليه بتاريخ 16/03/2026 على الساعة 30:18.

3 - يونس أولحو، دور الصفقات العمومية في انعاش الحياة الاقتصادية المحلية، مجلة مسالك، العدد 15-16، مطبعة النجاش الجديدة، الدار البيضاء، سنة 2011، ص. 63.

Face à la recrudescence des périls piraterie maritime, flux illicites, fragilités politiques internes et pressions migratoires, les pays riverains, soutenus par de nouvelles dynamiques régionales et internationales, sont invités à intensifier leur coopération. Le Maroc, fort de sa position géographique stratégique et de son activisme diplomatique, aspire à faire de l'Atlantique africain un espace de stabilité, de développement mutuel et de connectivité Sud-Sud. À travers son Initiative Atlantique, il propose une vision renouvelée pour la côte ouest-africaine, articulée autour de l'intégration économique, de la solidarité en matière de sécurité et d'une ouverture géopolitique élargie.

Cette première section se propose ainsi d'explorer les ressorts géopolitiques et les enjeux sécuritaires de la région, tout en mettant en exergue les initiatives de coopération et les ambitions stratégiques portées par le Maroc, acteur central dans la recomposition de l'Atlantique africain.

Paragraphe 1 : Contexte géopolitique et défis sécuritaires

Le contexte géopolitique de la façade atlantique africaine est d'une importance stratégique considérable. Cette vaste région, qui s'étend le long de l'océan Atlantique, est composée de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, chacun avec ses propres dynamiques politiques, économiques et sociales. La façade atlantique est cruciale pour le commerce international, car elle abrite certains des ports les plus importants d'Afrique.

Cependant, cette région est également confrontée à de nombreux défis sécuritaires⁴, notamment la piraterie maritime, la criminalité transnationale, et le trafic de migrants. Les États de la région ont dû renforcer leur coopération pour faire face à ces menaces communes. Des initiatives comme la Conférence des États africains atlantiques ont été mises en place pour favoriser la collaboration et la mise en œuvre de stratégies de sécurité concertées⁵. En outre, les enjeux environnementaux, tels que l'érosion côtière et les changements climatiques, ajoutent une couche supplémentaire de complexité à la gestion de cette zone géopolitique. Les interventions internationales et régionales, ainsi que les efforts individuels des pays riverains, jouent un rôle crucial dans la stabilisation et le développement de cette région clé pour l'économie africaine et mondiale.

Le Maroc joue un rôle crucial en tant que pont entre l'Afrique et l'Europe, grâce à sa position stratégique le long de l'océan Atlantique. Il est non seulement un point de transit important pour les migrants, mais aussi un acteur majeur dans les initiatives de sécurité régionale et de coopération internationale.

Le Maroc a développé plusieurs partenariats et initiatives pour renforcer la sécurité et lutter contre la criminalité transnationale et le trafic des migrants. Il collabore étroitement avec l'Union européenne et d'autres pays africains pour gérer les flux

4 - عزيز قسومي، جقامة الصفقات العمومية قراءة تحليلية في المستجدات والرهانات، مجلة مسارات، سنة 2019، ص 69.

5 - تشمل الطلبات العمومية مختلف المشتريات العمومية التي ترميها الدولة والجماعات الترابية والمؤسسات العمومية مع الفاعلين الاقتصاديين في شكل عقود استثمار، على أساس تجاري، لمدة محددة، ولغرض الحصول على خدمات أو لوازم أو إنجاز أشغال.

migratoires et améliorer la sécurité maritime. Le pays participe également activement à des forums régionaux et internationaux visant à promouvoir la stabilité et la sécurité dans la région.

En renforçant ses liens avec les États-Unis, le Brésil et le Canada, le Maroc peut consolider sa perception de la côte atlantique en tant qu'espace géopolitique distinct et capitaliser sur ses positions pour renforcer son influence régionale. Ainsi, pour maximiser son potentiel en tant que puissance maritime le Maroc pourrait renforcer son influence en tirant parti de la stabilité dans le sud de l'Atlantique, avec des dépenses militaires modérées et l'absence d'armes nucléaires. Contrairement aux risques de guerre nucléaire en Asie-Pacifique, au conflit indo-pakistanaï ou à la concurrence stratégique entre les États-Unis et la Chine dans l'Atlantique plus large, l'Atlantique Sud offre une relative sécurité⁶.

Face aux défis sécuritaires et aux exigences de développement qui interpellent le Maroc, l'affirmation d'une puissance maritime s'impose comme une stratégie incontournable, faisant de l'espace atlantique un levier géopolitique majeur. Le renforcement de cette capacité maritime apparaît essentiel pour nouer des partenariats stratégiques avec les grandes puissances et garantir la sécurisation des futures routes maritimes et commerciales. La montée des risques de piraterie dans l'océan Indien et en mer Rouge, susceptible de perturber le trafic commercial via le canal de Suez, rend d'autant plus impérieuse la diversification des voies de transport. L'intégration des routes atlantiques, envisagées comme alternatives au sein d'un réseau maritime interconnecté, révèle le potentiel manifeste du Maroc à s'affirmer comme une puissance maritime contemporaine, en phase avec l'ambition d'une thalassocratie moderne.⁷.

Par ailleurs, le Maroc entend répondre aux défis sécuritaires partagés en contribuant à l'endiguement des réseaux terroristes transfrontaliers et des flux migratoires irréguliers. Pour consolider son influence sécuritaire dans la région, il recourt à des instruments de puissance douce, parmi lesquels des programmes de formation destinés aux forces de sécurité et aux armées, des projets de formation d'imams et de guides religieux, ainsi qu'un soutien aux confréries soufies et aux zaouïas, lesquelles jouent un rôle influent dans les processus de décision politique et économique à l'échelle locale. Parallèlement, les initiatives de coopération visant à relever les défis

6 - مجلس المستشارين، الجلسة الشهرية المتعلقة بالسياسة العامة، جواب السيد رئيس الحكومة على سؤال " الصفقات العمومية ورهان الحكامة الجيدة، بتاريخ 18 يوليوز 2018، ص. 2

7 - يكرس هذا التوجه دستوريا الفصل 36 من دستور 2011، وهو يلزم السلطات العمومية صراحة بالوقاية من انحرافات تدبير المال العام والصفقات، والزجر عنها ضمانا للشفافية وتكريسا لربط المسؤولية بالمحاسبة. حيث ينص هذا على ما يلي: " يعاقب القانون على المخالفات المتعلقة بحالات تنازع المصالح، وعلى استغلال التسييريات المخلة بالتنافس النزيه، وكل مخالفة ذات طابع مالي. على السلطات العمومية الوقاية، طبقا للقانون، من كل أشكال الانحراف المرتبطة بنشاط الإدارات والهيئات العمومية، وباستعمال الأموال الموجودة تحت تصرفها، وبإبرام الصفقات العمومية وتدبيرها، والزجر عن هذه الانحرافات. يعاقب القانون على الشطط في استغلال مواقع النفوذ والامتياز، ووضعيات الاحتكار والهيمنة، وباقي الممارسات المخالفة لمبادئ المنافسة الحرة والمشروعة في العلاقات الاقتصادية.



sécuritaires et de développement privilégient les investissements dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire.

Paragraphe 2 : Initiatives et coopérations régionales : cas de l'initiative atlantique marocaine pour le Sahel

L'Initiative Atlantique, initiée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, vise à favoriser l'accès des pays du Sahel à l'Océan Atlantique, témoignant ainsi d'une ambition panafricaine de renforcement des liens économiques et culturels sur le continent africain⁸. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de coopération Sud-Sud, renforçant ainsi la politique économique et géopolitique du Maroc dans la région.

Dans son discours prononcé à l'occasion du 48ème anniversaire de la Marche Verte, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a exposé la vision ambitieuse du Maroc pour la façade atlantique, affirmant : « *Notre objectif est de transformer la façade atlantique en un espace de communication humaine, d'intégration économique et de visibilité continentale et internationale* »⁹. Cette déclaration illustre l'engagement résolu du Royaume en faveur du développement régional et de l'intégration africaine, à travers l'Initiative Atlantique.

L'ouverture vers les pays africains, impulsée par le leadership visionnaire du Souverain, est perçue comme un vecteur essentiel du développement économique du continent¹⁰. Elle contribue à l'accroissement des échanges commerciaux, à la promotion des investissements étrangers et au renforcement de la sécurité et de la stabilité régionales¹¹. Elle traduit également l'engagement profond du Maroc dans une dynamique d'interconnexion régionale et de coopération Sud-Sud.

Par cette initiative, le Maroc entend également consolider la sécurité dans l'espace atlantique. La création de l'Organisation du Traité Nord-Atlantique-Africain, qui réunit 21 pays africains de la zone atlantique, vise à instaurer un dialogue politique permanent, à garantir une sécurité collective face aux menaces terroristes et à protéger les infrastructures stratégiques, notamment le gazoduc reliant le Nigeria au Maroc.¹²

Par ailleurs, l'articulation de l'Initiative Atlantique avec le projet stratégique du gazoduc Maroc-Nigéria souligne l'importance de cette initiative dans le renforcement de l'intégration économique régionale. Ce gazoduc, qui traversera plusieurs pays africains dont le Mali, le Niger et le Burkina Faso, leur offrira un accès à l'océan Atlantique grâce à l'initiative marocaine.

8 - الجريدة الرسمية عدد 6399 بتاريخ 14 ذي الحجة 1436 (28 ديسمبر 2015)، ص 7883

9 - تم تنصيب اللجنة الوطنية للطلبات العمومية بتاريخ 19 يناير 2018.

10 - راجع المواد من 3 إلى 6 المرسوم رقم 2.14.867 المتعلق باللجنة الوطنية للطلبات العمومية كما وقع تغييره وتتميمه، سالف الذكر.

11 - راجع المادة 9 من المرسوم رقم 2.14.867 سالف الذكر.

12 - عادل أجردال، سلطات اللجنة الوطنية للطلبات العمومية في معالجة الشكايات والطلبات الواردة عليها، مجلة المرصد المغربي للإدارة العمومية، عدد 22، مارس 2021،

ص: 23.



Ainsi, l'Initiative Atlantique contribue à consolider la politique économique et géopolitique du Maroc en renforçant sa position de pont entre l'Europe et l'Afrique, en stimulant le développement socio-économique régional et en promouvant une coopération Sud-Sud fondée sur un partenariat mutuellement bénéfique.

L'initiative atlantique-africaine vise à concrétiser quatre objectifs stratégiques :

Objectifs stratégiques :

1. **Un espace de sécurité et de paix** : Favoriser des solutions adaptées aux défis sécuritaires de l'Atlantique, tout en consolidant la stabilité régionale.
2. **Chaînes de valeur compétitives** : Développer un espace atlantique-africain économiquement attractif, en renforçant sa compétitivité dans les chaînes de valeur mondiales.
3. **Un développement durable et résilient** : Construire un espace transatlantique intégré et résilient, axé sur le progrès social, l'économie verte, la numérisation, ainsi que sur des solutions pour la sécurité alimentaire, hydrique et énergétique.
4. **Attractivité pour le Sud** : Promouvoir l'espace afro-atlantique comme une destination de choix pour les investissements et les partenariats Sud-Sud.

Avantages économiques et géopolitiques :

1. **Renforcement de la coopération régionale** : L'Atlantique africain concentre 55 % du PIB continental, 57 % des échanges intra-africains et attire jusqu'à 60 % des IDE grâce à l'intérêt croissant pour cette façade stratégique.
2. **Augmentation du pouvoir de négociation** : Assurer une meilleure représentation des États atlantiques sur la scène internationale, tout en mobilisant des financements pour des projets régionaux structurants.
3. **Valorisation stratégique des chaînes de valeur** : Réaliser le potentiel de l'interface Atlantique-Afrique, combler le déficit infrastructurel et catalyser les investissements nécessaires.
4. **Transformation de l'espace atlantique** : Créer une plateforme innovante pour la coopération Sud-Sud, connectant les fronts africain et latino-américain, et transformant l'Atlantique en un espace de partenariat pour le progrès, notamment grâce à une population jeune et dynamique représentant 46 % des habitants du continent.

Néanmoins, plusieurs questions limitent l'engagement des pays partenaires du Maroc, tels que le Mali et le Burkina Faso, qui se méfient des répercussions de l'amélioration des relations du Maroc avec la France sur leur sécurité intérieure. Le succès de l'initiative atlantique pourrait être entravé par l'absence de certains pays influents comme le Sénégal, allié historique du Maroc. En outre, la Mauritanie a pris ses distances avec l'initiative marocaine afin de rester neutre dans la rivalité géopolitique entre le Maroc et l'Algérie, d'autant plus que la Mauritanie n'a pas répondu à l'appel de l'Algérie de construire un bloc maghrébin qui exclut le Maroc. L'absence de la Mauritanie s'explique également par son appréhension face à la



baisse de compétitivité de ses ports sur les routes commerciales africaines, notamment le port de Nouakchott, qui est l'artère commerciale de certains pays du Sahel comme le Mali.

En outre, le projet est confronté à des défis financiers en raison de la longue distance qui sépare les pays du groupe de la côte atlantique la plus proche. En outre, la situation sécuritaire instable dans les pays participants peut faire vaciller leurs positions sur l'agenda de l'initiative, sans parler de l'intérêt croissant des grandes puissances dans la région du Sahel pour leurs calculs sécuritaires et économiques, notamment en ce qui concerne le transport du gaz africain vers l'Europe via des pays intermédiaires, où la concurrence est toujours intense entre le Maroc et l'Algérie, qui rencontre des difficultés dans la mise en œuvre du gazoduc transsaharien en raison de relations tendues avec les pays de transit, en particulier le Niger. L'initiative atlantique fait partie de la stratégie marocaine visant à transporter le gaz nigérien par un gazoduc « sûr » à travers 13 pays jusqu'en Europe, pour un coût de 25 milliards de dollars.

Au-delà des dynamiques géopolitiques et des ambitions de développement portées par l'Initiative Atlantique, les enjeux humains restent au cœur des priorités du Royaume du Maroc. En effet, les crises sécuritaires et économiques dans la région sahélo-atlantique alimentent des flux migratoires croissants, révélant la vulnérabilité accrue des populations confrontées à l'instabilité, au terrorisme et à la précarité. Face à ces défis, le Maroc ne se limite pas à des réponses sécuritaires classiques : il mobilise également des outils de soft power et des mécanismes institutionnels innovants pour assurer une meilleure protection des migrants et renforcer la résilience des sociétés sahéliennes. La section suivante s'attache ainsi à analyser les dispositifs marocains en matière de gestion migratoire, avec une attention particulière portée à la diplomatie religieuse, à la formation et à l'intégration, en tant qu'instruments clés d'une stratégie humaine et durable de stabilisation régionale.

Section 2 : Protection des migrants et législation marocaine

La vulnérabilité dans le Sahel constitue l'une des principales causes alimentant le terrorisme et les conflits armés. Ces phénomènes représentent des menaces graves contre l'humanité, la paix, et la stabilité, tout en ayant un impact direct sur les droits de l'homme, le développement social, et l'économie régionale. Cette vulnérabilité, exacerbée par des facteurs tels que l'insécurité et la faiblesse des gouvernements, continue de se propager rapidement à travers les pays de la région sahélienne.

La violence terroriste entraîne des pertes humaines considérables, une grave dégradation économique, et accentue la fragilité des frontières. Parmi les conséquences, on observe également une augmentation de la migration illégale. L'ignorance, en particulier, devient un levier stratégique pour les groupes terroristes, affectant des milliers de civils et paralysant le développement socio-économique.

Dans ce contexte il convient de rappeler les rôle facteur du royaume dans la protection des migrants a travers des mécanismes plus softs

Paragraphe 1 : Les mécanismes marocains dont la protection des migrants

Dans ce contexte, le Maroc a adopté une stratégie intégrée visant à relever les défis qui entravent le développement économique et social du Sahel. Cette approche repose sur des mesures concrètes et des programmes de soutien pour renforcer la résilience de la région, lutter contre l'insécurité et promouvoir une croissance inclusive et durable.

- La diplomatie religieuse

Le Maroc a, choisi de se positionner dans la résolution des conflits au Sahel à travers des voies militaire, diplomatique et religieuse. L'usage du vecteur religieux dans la diplomatie marocaine est sans doute lié au rôle historique joué par les confréries entre le Maroc et le sud du Sahara. Le capital spirituel marocain représente un élément fondamental de sa diplomatie religieuse et de son rôle géopolitique en tant que médiateur politique. La gestion de la crise malienne a permis au Maroc de mettre en avant sa singularité religieuse en proposant la fondation de cet institut. Le royaume s'est engagé dans une politique qui prône le soft power privilégiant ses ressources spirituelles afin de prévenir la production de la violence¹³. L'Institut Mohammed VI de formation des Imams, Morchidines et Morchidates a vu le jour dans des contextes africain et européen qui ont connu une montée fulgurante de l'extrémisme religieux violent, les limites de la démarche militaire dans la lutte contre les violences interpellent les États concernés par ce bouleversement sécuritaire et les poussent à privilégier de nouvelles approches locales mettant la focale sur le renforcement de la prévention et visant à lutter contre le recrutement des individus à des fins de fanatisme religieux¹⁴. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique étrangère du Maroc axée sur la coopération Sud-Sud et la promotion d'une vision de l'islam qui favorise la stabilité et le développement. Aussi, ce temple spirituel accompagne le Royaume dans sa volonté de répondre favorablement aux requêtes concernant la formation au Maroc d'imams et de prédicateurs originaires de pays africains comme la Tunisie, le Mali, la Guinée Conakry ou la Côte d'Ivoire¹⁵. Le tableau ci-dessus nous montre la formation des imams dans les années 2015 et 2016.

Pays	Group e	Date d'arriv ée	Formation		Nombre		Total
			Types	Durée	morchidi nes	morchida tes	
Maroc	12	2016	De	1 an	150	100	250

13 - أمين بوخرسة، مساهمة اللجنة الوطنية للطلبيات العمومية في شفافية صفقات الجماعات الترابية، مجلة الحقوق، سلسلة الفقه الإداري، 2021، ص : 18.

14 - Secrétariat Général du Gouvernement, charte d'éthique de la commission nationale de la commande publiques, p. 2

15 - كشف المجلس الأعلى للحسابات، في تقريره السنوي، برسم سنة 2018، عن جانب من الفساد المالي الذي ينخر جسم الجماعات الترابية، حيث وقف على حقائق تتعلق بطريقة تدبير الصفقات العمومية التي شابتها عدة اختلالات. راجع تقرير المجلس الأعلى للحسابات برسم سنة 2018، منشور بالموقع الإلكتروني:

<https://www.courdescomptes.ma/ar/publication>

			base				
Mali	2	2015	De base	2 ans	105	-	105
	3	2016	De base	2 ans	65	-	65
Côte d'Ivoire	1	2015	De base	2 ans	100	-	100
	2	2016	De base	2 ans	86	13	99
Guinée Conakry	1	2015	De base	2 ans	97	19	116
	2	2016	De base	2 ans	99	-	99
France	1	2016	De base	3 ans	32	01	33
	1	2015	Continue	3 mois	10	-	10
Nigeria	1	2016	Continue	3 mois	48	-	48
Total					826	133	925

<https://www.habous.gov.ma/fr/formation-et-qualification.html>¹⁶

Selon le dernier décompte présenté par le ministre des habous et des affaires islamiques, Ahmed Toufiq, le 7 février 2023, le nombre des étudiants étrangers issus de divers pays africains ayant bénéficié d'une formation à l'Institut Mohammed VI pour la formation des Imams, Morchidines et Morchidates, depuis sa création en 2015 à fin 2022, a atteint 2.798 bénéficiaires en provenance de neuf pays¹⁷. Le Maroc investit de 230 millions de dirhams, sur cet établissement qui est l'expression du rôle suprême d'Imarat Al Mouminine, garante de la pratique religieuse de l'islam authentique, par essence tolérant et ouvert, basé sur le dogme achaaârîte, le rite malékite et le soufisme sunnite. La formation des imams africains au Maroc vise à promouvoir un islam ouvert, modéré et éclairé, tout en renforçant les liens entre le Maroc et les autres pays africains. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique étrangère du Maroc axée sur la coopération sudsud et la promotion d'une vision de l'islam qui favorise la stabilité et le développement. Aussi, ce temple spirituel accompagne le Royaume dans sa volonté de répondre favorablement aux requêtes concernant la formation au Maroc d'imams et de prédicateurs originaires de pays africains comme la Tunisie, le Mali, la Guinée Conakry ou la Côte d'Ivoire¹⁸.

- L'éducation et développement des sahéliens

¹⁶ - تتضمن التعليمات والمناهج الواجب اتباعها، قصد تحسين تدبير الطلبات العمومية وترشيدها، كما تتضمن القواعد المتعلقة بالممارسات الجيدة في هذا المجال.

¹⁷ - كيفما كان نوعها ولاسيما ذات الصبغة القانونية.

Le Maroc a en effet, depuis quelques décennies, mis en place des accords bilatéraux avec ses voisins africains, en proposant des bourses d'études pour des étudiants africains d'origines diverses. Ces accords représentent le volet principal de la coopération maroco-africaine dont l'objectif majeur est d'améliorer la position politique du royaume sur le continent et de favoriser des relations économiques et commerciales entre le Maroc et ses voisins africains¹⁹. Le Maroc prend une initiative dont le but d'établir un développement social et économique pour la génération futur par un accès très important en matière culturelle, en particulier l'éducation, dont il accueille des étudiants originaires du Sahel poursuivant leurs études avec des bourses dans les établissements publics d'enseignement supérieur marocains, futurs médecins, ingénieurs, journalistes ou encore avocats. des milliers d'étudiants subsahariens débarquent au Maroc pour poursuivre leurs études universitaires. C'est la preuve de l'attractivité des établissements marocains qui rivalisent d'offres pour séduire les jeunes venus du Sud. A ce propos au titre de l'année 2022-2023 s'élève à 741 étudiants pour le Mali, 478 pour le Niger, 493 pour le Burkina Faso et 374 pour le Tchad²⁰.

- La politique économique marocaine dans le Sahel

La situation socio-économique de l'Afrique est à la fois un handicap et un avantage. Handicap, car elle freine le développement et n'offre pas des conditions de vie toujours idéales. Et avantage, car cela signifie qu'un grand nombre de projets, dans divers domaines, vont voir le jour et que cela contribuera à l'amélioration de la situation. L'investissement est l'une des clés pour la solution des problèmes que connaît l'Afrique, sachant, qu'aujourd'hui, déjà, les montants investis à travers le continent sont importants et pourraient l'être encore plus.

Le Maroc est un pays dont l'économie donne une image du large éventail de réformes et de chantiers entrepris par le Royaume depuis la fin des années 1990. Au-delà d'un contexte international éprouvant depuis le début des années 2000, le pays a su consolider ses indicateurs et améliorer sa structure économique. L'impact de la crise économique et financière mondiale a permis d'identifier les faiblesses structurelles à corriger pour permettre un développement économique soutenu et inclusif

18 - نجد في تونس جهازا يسمى هيئة متابعة ومراجعة الصفقات العمومية يتولى مهمة متابعة احترام المبادئ الأساسية في الصفقات العمومية المتمثلة في المنافسة وحرية المشاركة والمساواة أمام الطلب العمومي وشفافية الإجراءات ونزاهتها. يعهد إليها دراسة العرائض التي يقدمها كل من له مصلحة في إجراءات إبرام وإسناد وتنفيذ الصفقات العمومية، وملاحق الصفقات التي تؤدي إلى الترفيع في المبلغ الإجمالي للصفقة بنسبة خمسين بالمائة (50 %) أو أكثر دون اعتبار الزيادات الناتجة عن مراجعة الأسعار أو عن التغييرات في قيمة العملة عند الاقتضاء، وإحالات مراقبي الدولة ومراقبي المصاريف العمومية بخصوص الحالات التي لا يستجيب فيها الإسناد إلى المبادئ والقواعد المنصوص عليها بهذا الأمر، والمعطيات المتعلقة بإبرام الصفقات التي من شأنها أن تمس بالعناصر التي تم اعتبارها عند إسناد الصفقة، وكذا كل ملف تترى الهيئة ضرورة دراسته لسبب من الأسباب متصلة بإجراءات إبرام وإسناد وتنفيذ الصفقات العمومية. تبلغ هذه الهيئة رأيها إلى رئيس الحكومة وإلى رؤساء الهيئات العمومية المعنية بوزارات الإشراف ولجنة مراقبة الصفقات ذات النظر. وتجتمع هيئة المتابعة والمراجعة بحضور أغلبية الأعضاء وتتخذ مقرراتها بأغلبية أصوات الأعضاء الحاضرين، كما تتولى نشر آرائها بصفة دورية على الموقع الإلكتروني الخاص بالصفقات العمومية. ويكتسي رأيها قوة القرار بالنسبة لجميع الأطراف. للمزيد من التفاصيل حول هذه النقطة، راجع موقع الهيئة العليا للطلب العمومي. <http://neww2.marchespublics.gov.tn>

19 - ج.ر عدد 6778 بتاريخ 10 رمضان 1440 (16 ماي 2019) ص 2700.

20 - رأي اللجنة الوطنية للطلبات العمومية رقم 08/2022 بتاريخ 08 فبراير 2022 بشأن وجود بنود تمييزية وشروط غير متساوية مع موضوع طلب العروض.

La stratégie extérieure du Maroc en Afrique s'est considérablement intensifiée ces dernières années, s'éloignant d'une approche principalement politique pour adopter une orientation résolument économique. Au cœur de cette stratégie se trouve la diplomatie économique, qui vise à renforcer les relations bilatérales avec divers pays africains à travers des partenariats stratégiques ; L'expansion des banques marocaines en Afrique est un phénomène récent, mais il a rapidement pris de l'ampleur. Ce développement est le reflet d'une stratégie consciente du Maroc pour diversifier et renforcer ses liens économiques avec le continent africain. Deux banques marocaines, en particulier, ont été à la pointe de cette expansion : Attijariwafa Bank et Banque Centrale Populaire (BCP), Le secteur des télécommunications est l'une des industries les plus dynamiques en Afrique caractérisé par une croissance rapide, des innovations technologiques et une concurrence avec son expérience solide et sa vision stratégique, est parvenu à s'imposer comme un acteur majeur qui s'est établi de façon progressive sa présence dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne (Burkina Faso, Gabon et Mali), L'arrivée de Maroc Telecom dans ces pays a entraîné une augmentation notable de la connectivité. L'entreprise a investi massivement dans les infrastructures, déployant des réseaux 3G et 4G, et a introduit des offres abordables qui ont rendu l'accès à Internet plus accessible pour le grand public²¹. En ce qui concerne le secteur agricole ; L'agriculture joue un rôle crucial dans le développement économique de nombreux pays africains, offrant des opportunités d'emploi, assurant la sécurité alimentaire et contribuant significativement au PIB. Le Maroc, doté d'une longue tradition agricole et d'une expertise reconnue dans le domaine, est devenu un acteur clé dans la promotion de l'agriculture durable en Afrique, Initié en 2008, le "Plan Maroc Vert" (PMV) est la pierre angulaire de la stratégie agricole marocaine. Il vise à transformer l'agriculture en une source majeure de croissance économique, tout en assurant la durabilité environnementale. Le PMV se concentre sur deux piliers principaux : le développement de l'agriculture moderne, orientée vers les marchés, et le soutien à l'agriculture à petite échelle, visant à améliorer les revenus des petits agriculteurs. Conscient de son expertise et de ses succès, le Maroc a cherché à partager son expérience avec d'autres pays africains. Le modèle du PMV a été adapté et mis en œuvre dans plusieurs pays, notamment en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Sénégal. Ces collaborations ont permis de renforcer la productivité agricole, d'optimiser la gestion de l'eau et d'introduire des technologies agricoles innovantes²², enfin le secteur énergétique que l'Afrique bénéficie d'un potentiel énorme en matière d'énergies renouvelables, mais qui fait face à d'importants défis en matière d'accès à l'énergie. Le Maroc, en tant que leader dans le domaine des énergies renouvelables, joue un rôle déterminant dans la transformation du paysage énergétique africain, avec les grands

21 - كريم لحرش، مستجدات المرسوم الجديد للصفقات العمومية، مطبعة طوب بريس الرباط، الطبعة الأولى، 2014، ص: 135

22 - أمين بوخرسة، مساهمة اللجنة الوطنية للطلبيات العمومية في شفافية صفقات الجماعات الترابية، منشورات مجلة العلوم القانونية، سلسلة البحث الأكاديمي، 2019، ص: 18.

chantiers que le Maroc lance pour cette nouvelle technologie du solaire thermodynamique dans le cadre développer les capacités énergétiques tout en privilégiant les énergies propres pour assurer une croissance durable. Ces collaborations se traduisent par le partage d'expertise, le transfert de technologies et la mise en place de projets conjoints²³. L'analyse des échanges commerciaux entre le Maroc et les pays du Sahel, met en lumière les liens consolidés depuis bien longtemps. En effet, dès le début de son règne, Sa Majesté le Roi, Mohammed VI, annule la dette réservée à tous les pays du Sahel, en 2000, ainsi que l'exonération de leurs produits des droits de douane à l'entrée du marché marocain. Une décision historique marquant un jalon essentiel du commerce entre le Maroc et le Sahel. A cela s'ajoute la création commission Climat pour le Sahel, par le Maroc, à l'occasion du sommet africain pour l'action en marge de la COP22 tenue à Marrakech en 2016. Pendant la pandémie du Covid 19, le Maroc a fait bénéficier ces pays du don royal d'aide médicale d'urgence, composée d'équipements anti-Covid. il convient de rappeler que les pays du Sahel disposent de richesses minières pesantes, de gisements probables (gaz, pétrole, uranium). L'agriculture emploie un grand nombre de la population et compte un grand pourcentage, ainsi la région dispose de vastes cheptels et de bonnes conditions pour l'élevage. Selon le rapport d'information du Sénat²⁴, En 2022, ces partenariats économiques entre le Maroc et les nations sahéliennes ont généré des chiffres significatifs. Les pourcentages des échanges clés, tels que Maroc-Mali 160 millions \$, Maroc-Burkina Faso 121 millions \$, Maroc-Sénégal 484 millions \$, Maroc-Niger 42 millions \$, et Maroc-Mauritanie 383 millions \$, contribuent à un total d'échanges commerciaux de 1,2 milliard de dollars. Ces données, provenant de l'Office des Changes, illustrent la diversité des échanges et soulignent l'importance croissante de ces partenariats dans le continent Africain²⁵.

- En matière sécuritaire

La menace terroriste au Sahel demeure élevée. Dans ce contexte, **le risque d'attentat et d'enlèvement visant des Occidentaux est important dans la zone sahélienne** (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) **mais aussi dans les pays limitrophes**. La crise sécuritaire exacerbe une situation humanitaire déjà désastreuse. Au Burkina Faso, environ 4,7 millions de personnes auront besoin d'aide humanitaire cette année, contre 3,5 millions en 2022. Et au Mali, 8,8 millions de personnes auront besoin d'aide, contre 7,5 millions en 2022²⁶.

23 - حفيظ مخلول، حجوج، حدود اصلاح نظام الصفقات العمومية وفقا لمرسوم 20 مارس 2013، مطبعة دار النشر المعرفة، الرباط، الطبعة الأولى، سنة 2017، ص. 86.

24 - منية بتلمليح، "المنازعات العقدية في القانون الإداري المغربي بين الحلول القضائية والحلول البديلة"، مشورات المجلة المغربية للإدارة المحلية والتنمية، عدد 123، سنة 2018، ص 95.

25 - إن المرسوم المنظم لعمل اللجنة الوطنية للطلبات العمومية قد حدد الأطراف التي يحق لها اللجوء إلى اللجنة الوطنية في كل من الإدارات العمومية والمتنافسين وأصحاب الطلبات.

26 - أسامة صليح، اللجنة الوطنية للطلبات العمومية بين تضيق نطاق الشكايات ومحدودية النفوذ، مقالة منشورة بالموقع الإلكتروني:

www.droitentreprise.com. Consulté le 14/02/2026 à 15h30

En 2022, les décès liés aux conflits dans ces pays ont augmenté de plus de 40 %. La détérioration de la situation sécuritaire au cours de la dernière décennie a provoqué une crise humanitaire et plus de 3 millions de personnes ont fui les violences au Burkina Faso, au Mali et au Niger, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Paragraphe 2 : La protection des migrants

Le Maroc se trouve au cœur de cette réalité de la frontière entre ces deux mondes à évolutions démographiques et économique contrastées et affronte tous les jours les difficultés de sa gestion étant lui-même à la fois source d'émigration, pendant longtemps pays de transit et aujourd'hui pays de séjour d'immigrés²⁷. Le 28e Sommet de l'Union africaine, qui s'est tenu à Addis Abeba, en janvier 2017, a vu la naissance de l'agenda africain sur la migration présenté par le Maroc, sa volonté de défier des narratifs existants sur la question migratoire et de transformer le dilemme migratoire en un levier de co-développement et un pilier de la coopération Sud-Sud.

Une année plus tard, s'est tenu à Rabat la Conférence ministérielle sur l'Agenda africain pour la Migration. L'Agenda qui a été concrétisé en 2018 par la mise en place de l'Observatoire Africain pour la Migration dont le siège est à Rabat. Cette instance africaine a pour mission de produire des statistiques, guider la prise de décision sur les questions migratoires et agir selon le triptyque « Comprendre, anticiper et agir²⁸ ».

Par conséquent, le rôle du Maroc est très actif dans la protection des réfugiés, sur la base des facteurs juridiques, humanitaires et de droits de l'homme, comme la stratégie nationale de l'immigration et de l'asile lancée en 2014, les conventions internationales des droits de l'homme, la convention relative au statut des réfugiés, convention de KAMPALA....

Parmi les migrants régularisés ou en situation irrégulière, 16,7% sont originaires de la Côte d'Ivoire, 15,9% du Sénégal, 13,2% de la Guinée, 10,1% de la République Démocratique du Congo, 8,7% du Cameroun, 4,9% du Mali, 2,3% de la République de Centrafrique et 15,1% d'autres pays africains²⁹.

Le Maroc, de par sa position géographique stratégique entre l'Europe et l'Afrique, est devenu un carrefour migratoire de plus en plus significatif. Face à cette réalité, le royaume a adopté la loi 02-03 en 2003 pour réguler l'entrée et le séjour des étrangers et lutter contre l'immigration irrégulière. Cependant, cette loi a suscité des débats et des appels à réforme pour mieux répondre aux besoins des migrants et renforcer les droits humains.

Dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs stratégiques de la Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile (SNIA), le Maroc s'est engagé, ces dernières années, dans une

27 - عادل أرجال، سلطات اللجنة الوطنية للطلبات العمومية في معالجة الشكايات والطلبات الواردة عليها، مرجع سابق، ص 21.

28 نفس المرجع أعلاه، ص 22.

29 - نفس المرجع أعلاه، ص 24.

démarche de révision de la loi 02-03 relative à l'entrée et au séjour des étrangers sur son territoire. Cette initiative s'est concrétisée par l'élaboration du projet de loi 72-17 sur la migration, mené en concertation avec l'ensemble des parties prenantes. Ce projet s'inscrit dans une vision profondément humaniste, alignée sur les principes et standards internationaux, et en parfaite cohérence avec les orientations de la SNIA en matière de gestion de la question migratoire dans ses différents aspects³⁰.

Conclusion

La sécurité de la façade atlantique africaine et la protection des migrants sont des enjeux d'une importance cruciale, touchant à la fois la stabilité régionale et le bien-être des individus en quête d'une vie meilleure. La complexité des défis sécuritaires, tels que la piraterie, la criminalité transnationale et le trafic des migrants, nécessite une coopération régionale et internationale renforcée. Le Maroc, en tant qu'acteur clé dans cette région, joue un rôle fondamental dans la mise en œuvre de stratégies de sécurité et de protection des migrants, notamment par le biais de partenariats et d'initiatives de coopération.

Pour améliorer la sécurité et la protection des migrants sur la façade atlantique africaine, plusieurs recommandations peuvent être formulées :

1. **Renforcement de la coopération régionale et internationale** : Les pays de la région doivent continuer à renforcer leur coopération pour lutter contre les menaces communes et partager les meilleures pratiques en matière de sécurité et de protection des migrants.
2. **Augmentation des capacités des structures étatiques** : Il est essentiel de renforcer les capacités des structures étatiques chargées de la gestion des flux migratoires et de la sécurité maritime pour répondre de manière plus efficace aux défis existants.
3. **Mise en place de programmes de soutien et d'intégration** : Les programmes visant à soutenir et intégrer les migrants doivent être développés et financés de manière adéquate pour garantir leur protection et leur bien-être.
4. **Renforcement des lois et de l'application des réglementations** : Il est crucial de renforcer les lois existantes et d'assurer leur application rigoureuse pour lutter contre la traite des êtres humains et protéger les droits des migrants.
5. **Sensibilisation et éducation** : Des campagnes de sensibilisation et des programmes éducatifs doivent être mis en place pour informer les migrants de leurs droits et des dangers potentiels, tout en sensibilisant les communautés locales aux enjeux migratoires.

³⁰ - ظهرت سلطة ضبط الصفقات العمومية في النظام الإداري حديثاً تماشياً مع التحولات الاقتصادية التي ظهرت من خلال تبني الدولة لسياسة الاقتصاد الحر بدل من النظام الاقتصادي الموجه، وهي هيئة غير قضائية منحها القانون مهمة ضبط قطاع الصفقات العمومية حيث تقوم بممارسة وظائفها دون أن تكون خاضعة لتأثير الحكومة. للمزيد من التفاصيل حول هذه النقطة، يراجع: بن جيلالي عبد الرحمن، انتهاء استقلالية ونجاعة سلطة ضبط الصفقات العمومية وتفويضات المرفق العام في الجزائر (قراءة في نص المادة 213 من المرسوم الرئاسي رقم 15-247 المتضمن تنظيم الصفقات العمومية وتفويضات المرفق العام، مجلة الأستاذ الباحث للدراسات القانونية والسياسية، المجلد 04، العدد 02، السنة 2019.



Le Maroc, a constamment montré son engagement envers la sécurité régionale et la protection des migrants. Dans un discours adressé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, lors de la Conférence intergouvernementale pour l'adoption du Pacte mondial sur les migrations — Marrakech, le **10 décembre 2018** « ***Nous devons travailler ensemble, main dans la main, pour garantir la sécurité et la dignité de chaque migrant. La solidarité entre nos nations est la clé pour relever les défis que pose la migration et pour construire un avenir meilleur pour tous*** ³¹ » ;

le Roi a souligné l'importance de la solidarité et de la coopération internationale pour relever les défis migratoires. Il a appelé à une approche humaine et responsable, en mettant l'accent sur le respect des droits des migrants et la nécessité de solutions durables

En mettant en œuvre ces recommandations et en suivant les directives éclairées du leadership marocain, la façade atlantique africaine pourra renforcer sa sécurité et offrir une meilleure protection aux migrants.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et articles scientifiques

- Bava, S., & El Asri, F. (2022). Le Maroc au carrefour de la formation religieuse entre Europe et Afrique. In S. Bava et al. (Eds.), *Voix et voies d'islam africains*. Louvain-la-Neuve: Presses universitaires de Louvain. [En ligne] Disponible sur : <https://books.openedition.org/pusl/28177?lang=fr> (consulté le 05 mai 2024).
- Bava, S., El Asri, F., & Hamdaoui, Y. (2021). Voix et voies d'islam africains. Enjeux et pratiques de la formation aux métiers du culte au Maroc. *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, (149). [En ligne] Disponible sur : <https://journals.openedition.org/remmm/17268> (consulté le 05 mai 2024).
- Mouline, M. T. (2016). La dimension atlantique de la politique étrangère du Maroc. *Géoéconomie*, (2).

Rapports

- Assanvo, W., Abatan, J.-E., & Sawadogo, W. (2021). *Maritime Security in the Gulf of Guinea: Lessons Learned from the Fight Against Piracy*. ISS West Africa Report No. 36. Disponible sur : <https://issafrica.org> (consulté le 10 juin 2025).
- German Marshall Fund of the United States. (2012). *Morocco's New Geopolitics: A Wider Atlantic Perspective*. Lesser, I. O., Kemp, G., Alessandri, E., & Wimbush, S. E., February 2012.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2022). *Rapport mondial sur la migration*. Genève. Disponible sur : <https://www.iom.int/fr> (consulté le 16 juin 2025).
- Policy Center for the New South. (2019). *Rapport annuel sur la géopolitique de l'Afrique*. Rabat: Policy Center for the New South.

³¹ - نموشي حبيبة، سلطات ضبط الصفقات العمومية وتفويض المرفق العام، مجلة البحوث والعقود وقانون الأعمال، العدد الرابع، جوان 2018، ص 79.



- United Nations Office for West Africa and the Sahel (UNOWAS). (2021). *Maritime Insecurity in the Gulf of Guinea: A Growing Threat*. Disponible sur : <https://unowas.unmissions.org> (consulté le 16 juin 2025).
- Haut-Commissariat au Plan (HCP). (2021). *Enquête nationale sur la migration forcée*. Disponible sur : https://www.hcp.ma/Note-sur-les-resultats-de-l-enquete-nationale-sur-la-migration-forcee-de-2021_a2715.html (consulté le 29 mai 2024 à 11h).

Discours royaux

- Mohammed VI. (2018, 10 décembre). *Discours royal prononcé lors de la Conférence intergouvernementale pour l'adoption du Pacte mondial sur des migrations sûres, ordonnées et régulières*, Marrakech. Disponible sur : <https://www.maroc.ma/fr/discours-messages-royaux/message-royaux/sm-le-roi-adresse-un-message-la-conference-intergouvernementale-sur-la-migration-marrakech> (consulté le 20 juin 2025).
- Mohammed VI. (2023, 6 novembre). *Discours du Roi adressé à la Nation à l'occasion du 48ème anniversaire de la Marche Verte*. Disponible sur : <https://diplomatie.ma/fr/sm-le-roi-adresse-un-discours-%C3%A0-la-nation-%C3%A0-l'occasion-du-48%C3%A8me-anniversaire-de-la-marche-verte>.

Webographie

- Aissa Amourag. (2023, 8 février). Près de 2800 imams africains sont formés au Maroc. *Maroc Hebdo*. Disponible sur : <https://www.maroc-hebdo.press.ma/pres2800-imams-africains-sont-formes-maroc> (consulté le 05 mai 2024).
- Benkhadra, A. (2024, 14 février). L'Initiative Atlantique de SM le Roi Mohammed VI pour favoriser l'accès des États du Sahel à l'Océan Atlantique porte une ambition panafricaine. *Agence Marocaine de Presse*. Disponible sur : <https://www.mapnews.ma/fr/actualites/politique/linitiative-atlantique-de-sm-le-roi-porte-une-ambition-panafricaine-de-tisser> (consulté le 01 avril 2024).
- Coopération religieuse: un antidote au terrorisme. (s.d.). *Finance News*. Disponible sur : <https://fnh.ma/article/actualite-economique/cooperation-religieuse> (consulté le 05 mai 2024).
- Institut Mohammed VI de formation des imams prédicateurs et des prédicatrices. (s.d.). Disponible sur : <https://www.habous.gov.ma/fr/institut-mohammed-vi-pour-la-formation-des-imams-morchidines-et-morchidatesi.htm> (consulté le 05 mai 2024).
- Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger. (2022, 8 juin). *Déclaration de Rabat – Première Réunion Ministérielle des États Africains Atlantiques*. Disponible sur : <https://www.diplomatie.ma> (consulté le 10 juin 2025).
- Ministère des Affaires étrangères du Maroc. (s.d.). *L'initiative atlantique du Maroc : Un catalyseur pour le développement régional*. Disponible sur :



https://www.diplomatie.ma/L-initiative-atlantique-du-Maroc-Un-catalyseur-pour-le-developpement-regional_a11877.html (consulté le 01 avril 2024).

- Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM). (2023). *Communiqué de presse : Le Maroc s'engage pour une intégration économique régionale à travers l'initiative atlantique*. Disponible sur : <https://www.onhym.com.ma/actualites/communiquede-presse-le-maroc-s-engage-pour-une-integration-economique-regionale-travers> (consulté le 01 avril 2024).
- Organisation des Nations Unies. (2023, 2 mai). *L'actualité mondiale – Un regard humain*. Disponible sur : <https://news.un.org/fr/story/2023/05/1135207> (consulté le 07 mai 2024).
- Rapport de la session III – Harrouche, K. (s.d.). *Allocution du Ministère de la Justice – Conseil de l'Europe*. Disponible sur : <https://rm.coe.int/session-iii-karim-harrouche-morocco-allocution-du-ministere-de-la-just/1680b1bcbc>
- Site du Ministère des Affaires étrangères – Déclaration de M. Mohamed Arrouchi, Ambassadeur représentant permanent du Maroc auprès de l'Union africaine, Conseil de paix et de sécurité de l'UA, mars 2023. Source : *Maghreb Arabe Presse (MAP)*.
- La dynamique des échanges commerciaux entre le Maroc et les pays du Sahel. (s.d.). *Maroc Diplomatique*. Disponible sur : <https://maroc-diplomatique.net/la-dynamique-des-echanges-commerciaux-entre-le-maroc-et-les-pays-du-sahel/> (consulté le 05 mai 2024).
- Les dimensions politiques et stratégiques des relations maroco-africaines. (s.d.). Disponible sur : <file:///C:/Users/Admin/Downloads/1331-Article%20Text-3142-1-10-20240131.pdf> (consulté le 05 mai 2024).
- Haut-Commissariat au Plan. (2024, 28 mai). *Introduction de Monsieur Ahmed Lahlimi Alami à la journée de célébration de l'atteinte du...* Disponible sur : https://www.hcp.ma/Introduction-de-Monsieur-Ahmed-LAHLIMI-ALAMI-Haut-Commissaire-au-Plan-a-la-journee-de-celebration-de-l-atteinte-du_a3628.html (consulté le 28 mai 2024 à 19h30).

Les contrats administratifs dans les marchés publics internationaux